

CHAPITRE IX

Congés pour activité syndicale

Art. 29. Les membres du personnel visés à l'article 1er du présent arrêté, appelés à exercer une mission syndicale telle que celle-ci est définie par le statut syndical, sont mis en congé conformément aux dispositions du règlement portant statut syndical.

Toutefois, la durée de ces congés n'intervient pas pour former la durée du stage fixée à l'article 34 de l'arrêté royal précité du 27 juillet 1979.

CHAPITRE X

Congés pour des missions sur autorisation du Ministre

Art. 30. Des congés peuvent être accordés aux membres du personnel visés à l'article 1er du présent arrêté, en vue d'accomplir des missions sur autorisation du Ministre.

Ces congés ne peuvent pas dépasser la durée d'un an.

Ces congés ne sont pas rémunérés. Ils sont assimilés à une période d'activité de service.

Toutefois leur durée n'intervient pas pour former la durée du stage fixée à l'article 34 de l'arrêté royal précité du 27 juillet 1979.

CHAPITRE XI. — Congés pour exercer certaines activités dans un groupe politique reconnu au sein de la Chambre des représentants ou du Sénat

Art. 31. Toutes les dispositions contenues dans l'arrêté royal du 2 avril 1975 relatif au congé accordé à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations au bénéfice de groupes politiques reconnus de la Chambre des Représentants ou du Sénat, sont d'application aux membres du personnel définitifs visés à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 33. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mai 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

W. CALEWAERT

Le Ministre de l'Education nationale,

Ph. BUSQUIN

F. 81 — 1104

19 MAI 1981. — Arrêté royal relatif aux congés pour les absences de longue durée justifiées par des raisons familiales, des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1er avril 1960 sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 2;

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment l'article 47;

Vu l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938, prévu par la loi du 10 juin 1937, qui étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés, notamment l'article 93 quater;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de

HOOFDSTUK IX

Verlof voor vakbondsopdrachten

Art. 29. De in artikel 1 van dit besluit bedoelde personeelsleden, die aangesteld worden om een vakbondsopdracht uit te oefenen, zoals bepaald in het vakbondsstatuut, worden met verlof gestuurd overeenkomstig de bepalingen van het reglement houdende het vakbondsstatuut.

De duur van dat verlof wordt echter niet in aanmerking genomen om de duur te vormen van de stage, bepaald in artikel 34 van voormeld koninklijk besluit van 27 juli 1979.

HOOFDSTUK X

Verlof voor opdrachten waarvoor de Minister toelating verleent

Art. 30. Aan de in artikel 1 van dit besluit bedoelde personeelsleden kan verlof worden toegestaan voor het vervullen van opdrachten waarvoor de Minister toelating verleent.

Dit verlof bedraagt ten hoogste één jaar.

Dit verlof wordt niet vergoed, maar wordt met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

De duur ervan wordt niet in aanmerking genomen om de duur te vormen van de stage, bepaald in artikel 34 van voormeld koninklijk besluit van 27 juli 1979.

HOOFDSTUK XI. — Verlof voor werkzaamheden bij een in de Kamer van volksvertegenwoordigers of in de Senaat erkende politieke groep

Art. 31. Alle bepalingen vervat in het koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van de in de Kamer van volksvertegenwoordigers of in de Senaat erkende politieke groepen, zijn van toepassing op de vastbenoemde personeelsleden bedoeld in artikel 1 van dit besluit.

Art. 32. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op die, gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 33. Onze Ministers van Nationale Opvoeding zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 mei 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Nationale Opvoeding,

W. CALEWAERT

De Minister van Nationale Opvoeding,

Ph. BUSQUIN

N. 81 — 1104

19 MEI 1981. — Koninklijk besluit betreffende het verlof voor afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen, van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op artikel 47;

Gelet op het organiek koninklijk besluit van 22 december 1938 bedoeld bij de wet van 10 juni 1937 houdende uitbreiding van de kinderbijlagen tot de werkgevers en tot de niet-loontrekkende arbeiders, inzonderheid op artikel 93 quater;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de gespecialiseerde rijks-

formation de l'Etat ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés;

Considérant qu'il convient de permettre aux membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, de se consacrer à leurs propres enfants ou à un enfant accueilli après avoir signé un acte d'adoption ou une convention de tutelle officielle, tout en leur garantissant la réintégration au sein des centres de l'Etat;

Vu l'avis du Comité général de Consultation syndicale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1, tel qu'il a été remplacé par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgente nécessité de fixer par arrêté royal une réglementation conforme relative aux congés pour les absences de longue durée justifiées par des raisons familiales, comme prévues pour d'autres catégories de personnel de l'Etat;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Education nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux membres du personnel définitifs et stagiaires, soumis à l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de formation de l'Etat ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés.

Art. 2. Le Ministre peut, pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas, autoriser le membre du personnel visé à l'article 1er du présent arrêté, à s'absenter pour se consacrer à ses propres enfants ou à un enfant accueilli après avoir signé un acte d'adoption ou une convention de tutelle officielle.

Cette autorisation est accordée pour une période maximum de deux ans; en tout état de cause, elle prend fin lorsque l'enfant atteint l'âge de trois ans.

La durée maximum de l'absence est portée à quatre ans et prend fin, au plus tard, lorsque l'enfant atteint six ans, si ce dernier est handicapé et satisfait aux conditions pour bénéficier des allocations familiales en application de l'article 47 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés ou de l'article 93quater de l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938 prévu par la loi du 10 juin 1937, qui étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés.

Durant la période d'absence le membre du personnel est en non-activité; il ne peut exercer aucune activité lucrative.

Art. 3. A la demande du membre du personnel et moyennant préavis d'un mois, il peut être mis fin avant son expiration à une période d'absence en cours.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 5. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mai 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

W. CALEWAERT

Le Ministre de l'Education nationale,

Ph. BUSQUEN

psycho-médico-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-médico-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-médico-sociale centra;

Overwegende dat het aangewezen is de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-médico-sociale centra, van de gespecialiseerde rijks-psycho-médico-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiediensten de mogelijkheid te bieden om zich, met vrijwaring van hun wederindienstneming bij de rijkscentra, te wijden aan hun eigen kinderen of aan een kind dat zij hebben opgenomen na een adoptieakte of een overeenkomst van pleegvoogdij te hebben ondertekend;

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad van Advies;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, zoals het werd vervangen door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980, tot hervorming van de instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid van de vaststelling bij koninklijk besluit van een gelijkaardige regeling betreffende het verlof voor afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen, zoals bepaald voor andere personeelscategorieën van het Rijk;

Op de voordracht van Onze Ministers van Nationale Opvoeding en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de vastbenoemde en stagedoende personeelsleden onderworpen aan het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-médico-sociale centra, van de gespecialiseerde rijks-psycho-médico-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-médico-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-médico-sociale centra.

Art. 2. De Minister kan, voor zover dit met het belang van de dienst kan worden overeengebracht, het personeelslid bedoeld in artikel 1 van dit besluit toestaan afwezig te zijn om zich te wijden aan zijn eigen kinderen of aan een kind dat hij heeft opgenomen na een adoptieakte of een overeenkomst van pleegvoogdij te hebben ondertekend.

Deze machtiging wordt verleend voor een periode van ten hoogste twee jaar; zij neemt een einde wanneer het kind de leeftijd van drie jaar bereikt.

De maximumduur van de afwezigheid wordt op vier jaar gebracht en neemt uiterlijk een einde wanneer het kind de leeftijd van zes jaar bereikt, wanneer het kind minder-valide is en voldoet aan de voorwaarden gesteld om het genot te hebben van kinderbijslag bij toepassing van artikel 47 van de samengevoegde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders of van artikel 93quater van het organiek koninklijk besluit van 22 december 1938 bedoeld bij de wet van 10 juni 1937 houdende uitbreiding van de kinderbijslagen tot de werkgevers en tot de niet-loontrekkende arbeiders.

Tijdens de duur van de afwezigheid is het personeelslid op non-activiteit gesteld; het mag geen winstgevende bedrijvigheid uitoefenen.

Art. 3. Op verzoek van het personeelslid en met inachtneming van een aanzeggingstermijn van één maand, kan vóór het verstrijken ervan, een einde worden gemaakt aan een aan de gang zijnde periode van afwezigheid.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op die, gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Ministers van Nationale Opvoeding zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 mei 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Nationale Opvoeding,

W. CALEWAERT

De Minister van Nationale Opvoeding,

Ph. BUSQUEN